



Déclaration liminaire au CTL du 8 janvier 2019

Monsieur le Président,

Depuis plusieurs semaines, la colère gronde dans le pays du fait notamment d'un pouvoir d'achat qui s'effondre et génère de plus en plus de misère sociale. Une fronde anti-fiscale s'installe et laisse craindre le pire pour les agents des finances publiques dans les semaines qui viennent avec la mise en place du PAS. Sous la pression de cette contestation, des miettes ont été lâchées par le gouvernement, mais au prix d'une baisse accrue de la dépense publique.

Les agents de la fonction publique et en particulier les agents de la DGFIP subissent pourtant depuis des années des suppressions massives d'emplois, la réduction des promotions, le gel du point d'indice, la journée de carence... la liste est longue.

2150 nouvelles suppressions d'emplois prévues au PLF 2019 pour la DGFIP, soit 33 pour la direction de l'Essonne, et un budget en baisse : alors que les conditions de travail sont déjà très fortement dégradées, comment les agents vont-ils pouvoir continuer d'exercer leurs missions ?

Les effectifs fondent, le pouvoir d'achat s'effondre. Le syndrome du « no limit » en terme de dégradation des conditions de vie et de travail des fonctionnaires et des agents de la DGFIP en particulier devra pourtant avoir un terme : les agents n'acceptent plus cette situation, ils n'acceptent plus d'être laissés pour compte. Ils veulent pouvoir continuer d'exercer leurs missions avec des emplois en nombre suffisant, ils veulent une augmentation de leur traitement et de leur régime indemnitaire. Les élus de la CGT Finances Publiques continueront à porter ces revendications.

A n'en pas douter, ce CTL « emploi » sera sur ce point aussi exemplaire que les précédents, puisque les suppressions d'emplois y seront entérinées quels que soient les arguments et le vote des élus.

Compte tenu que ce CTL comprend plusieurs points à son ordre du jour, les élus CGT Finances publiques siégeront à ce CTL mais ne participeront pas au débat sur la partie « emploi » pour ne pas cautionner une mascarade de dialogue social sur ce point.